

**Politique étrangère - Israël -
Territoires palestiniens - Liban -
Syrie- Irak - Iran - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec «BFM TV» - Extraits
(Paris, 08 décembre 2017)**

Q - Bonsoir Jean-Yves Le Drian.

R - Bonsoir !

Q - Merci d'être notre invité, vous êtes ministre de l'Europe et des affaires étrangères. L'actualité internationale est très riche. Ce matin, se tenait une conférence au quai d'Orsay de soutien au Liban en présence de Saad Hariri ; vous étiez en Algérie avec Emmanuel Macron ; vous étiez au Qatar hier, avec lui et vous parcourez le monde. Votre parole est assez rare, donc merci d'être là dans une actualité, je le disais, qui peut être aussi tragique puisque depuis trois jours, la déclaration de Donald Trump a été a suscité un choc. Ce soir, il y a une réunion de l'ONU dans laquelle à l'instant, les Européens affirment que la décision américaine de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem serait non conforme aux résolutions de l'ONU. Il n'y a pas eu d'embrasement aujourd'hui, on était inquiet mais néanmoins est-ce que pour vous, la situation reste très tendue, préoccupante ?

R - Nous sommes dans une situation internationale, vous l'avez dit, qui est extrêmement tendue avec des risques, des tensions et des menaces partout. Je pense que nous n'avons pas vécu une situation aussi difficile depuis la fin de la guerre froide, singulièrement dans la région du Proche et Moyen-Orient, mais pas que là. Et l'initiative prise par le président Trump d'annoncer, à ce moment, ce principe de faire de Jérusalem la capitale d'Israël et d'annoncer en même temps que les États-Unis allaient transférer leur ambassade à Jérusalem est une initiative qui est en rupture avec le droit international. C'est une initiative aussi qui casse ce consensus qui existe dans la communauté internationale qui incite à ce qu'il y ait deux États reconnus, respectés, dans des frontières sûres ...

Q - C'est un obstacle au processus de paix désormais, c'est un obstacle ?

R - Oui, en plus, c'est un obstacle parce qu'il y a une telle charge émotionnelle, une telle force symbolique avec l'emprise et la force de la religion que cette annonce provoque des ruptures, des incompréhensions. La France a désapprouvé cette initiative, le président Macron l'a dit très clairement. Je l'ai redit ce matin au secrétaire d'État américain, Rex Tillerson. Dans la situation actuelle, cette initiative que je trouve intempestive ne permet pas d'avoir un processus de paix qui permettrait de régler cette relation difficile entre la Palestine et Israël, une situation difficile depuis longtemps ...

Q - Jean-Yves Le Drian, Rex Tillerson, qui était avec vous ce matin, a aussi souligné que ce déménagement n'aurait pas lieu avant deux ans et que le président Trump serait très clair sur le statut final de Jérusalem mais que ses frontières devaient être négociées et décidées par les parties de ce conflit ?

R - Justement. Alors pourquoi agir ainsi ?

Q - Il a voulu atténuer la portée de la décision ?

R - Peut-être qu'il a voulu atténuer mais le président Trump a indiqué aussi dans ses mêmes propos qu'il était favorable à la solution des deux États. Alors pourquoi sinon provoquer des mouvements qui, je l'espère, n'auront pas lieu. Cette affaire doit se régler de manière simple. Il y a un cadre qui est le droit international avec les résolutions du conseil de sécurité qui sont nombreuses et claires sur la manière d'arriver au résultat. Il y a une méthode, c'est la négociation avec l'ensemble des acteurs. Et puis, il y a un but, il y a un résultat à atteindre, ce sont les deux États autonomes indépendants dans des frontières sûres, respectueux l'un de l'autre, avec comme Jérusalem capitale des deux États. Voilà le processus qu'il faut mettre en oeuvre et là je crois qu'on n'a pas fait le chemin qu'il fallait emprunter.

Q - Est-ce que la France a, du coup, une place puisque les États-Unis peuvent être affaiblis dans ce processus ? Est-ce que la France, l'Europe, mais enfin la France peut avoir une place ?

R - Le président Macron a indiqué qu'il était favorable à soutenir toute initiative qui pourrait permettre d'aboutir à la relance du processus de paix. Pour l'instant, ce processus est arrêté ; il y a eu des initiatives dans le passé, y compris d'ailleurs sous le gouvernement précédent, mais pour l'instant elles sont bloquées. Il y a eu des initiatives européennes ; pour l'instant, elles sont bloquées. Donc il faut prendre le chemin d'un processus. Le président Trump annonce qu'il a un projet. Il faut qu'il le dise, qu'il l'explique pour que, éventuellement, cette intervention puisse être gommée par une relance d'un processus de paix que chacun souhaite.

Q - Emmanuel Macron reçoit Benjamin Netanyahu ce dimanche à Paris, qu'est-ce qu'il va lui dire ?

R - Nous verrons bien après les entretiens. Les ministres des affaires étrangères européens se retrouvent aussi lundi matin à Bruxelles pour auditionner M. Netanyahu. Les principes sont clairs : la méthode doit être définie mais il faut trouver les moyens d'une relance dans une région qui est déjà extrêmement anxieuse où il y a des menaces, des risques nouveaux qui interviennent, même si le fait que Daech soit progressivement éliminé de la scène en Irak et en Syrie permet d'avoir des ouvertures plus clémentes mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

Q - Là-dessus, justement alors on va revenir sur le Liban puisque évidemment vous en avez parlé ce matin ...

R - Oui, on va y revenir !

Q - Mais un mot sur la Syrie, la Russie a affirmé hier que la Syrie était totalement, je cite, libérée de Daech. Est-ce que vous diriez la même chose ?

R - D'abord, je trouve parfois un peu étonnant, je vous dis cela très librement, que la Russie s'approprie la victoire contre Daech. Cela me surprend parce que, en réalité, Daech occupait une partie de la Syrie et une bonne partie de l'Irak et c'est finalement la coalition qui a enrayé ce mouvement et qui a réduit l'espace occupé par Daech même si, un peu tardivement, les forces russes en appui des forces du régime de Bachar al-Assad ont pu libérer Deir Ezzor. C'est une interprétation qui est parfois un peu abusive, même si on se réjouit que Daech soit parti de Deir Ezzor.

La réalité c'est que oui, territorialement aujourd'hui on peut considérer que Daech n'a plus d'autonomie territoriale réelle et qu'il reste encore quelques poches mais on va vers la fin de l'emprise territoriale de Daech.

On ne va pas vers la fin d'un risque terroriste lié à Daech parce que est en train de se produire un autre phénomène qui est la dilution des combattants sur le territoire irakien et sur le territoire syrien. Il y a une forme d'entrée dans la clandestinité qui se produit et qui peut provoquer demain des attentats, des actions terroristes nouvelles.

On est dans une nouvelle donne et celle-ci ne peut se régler que si on reconstruit politiquement, socialement, économiquement les deux États qui ont été meurtris par l'action de Daech depuis plusieurs années.

Q - Cela veut dire qu'on y est prêt, que les Européens y sont prêts, que la France est prête, qu'on va donner de l'argent pour cette reconstruction de la Syrie et de l'Irak ?

R - La situation est différente en Irak et en Syrie. En Irak, il y a un gouvernement, le gouvernement de M. Abadi. Il va y avoir des élections bientôt. Il y a un processus démocratique qui est mis en place. Il y a une volonté du Premier ministre Abadi d'avoir une solution inclusive pour que l'Irak retrouve une dynamique propre en respectant la composition confessionnelle faite de plusieurs composantes que sont les chiites, les sunnites, les yézidis, les chrétiens, les Kurdes.

Q - La Syrie, c'est différent oui.

R - Il y a vraiment une mosaïque qu'il faut intégrer dans un État modernisé, plutôt fédéral, où chacun ait sa place. Ce n'est pas fait, parce qu'il y a aussi en Irak des combattants de Daech qui, maintenant, sont retournés à la maison mais qui peuvent aujourd'hui s'inquiéter de la suite parce que, je vous rappelle, en Irak il n'y a pas très longtemps, c'était al-Qaïda et c'est après al-Qaïda qu'il y a eu Daech. Il ne faudrait pas qu'il y ait autre chose après.

Q - Oui, mais Jean-Yves Le Drian, comment vous expliquez - on l'a vu, par exemple, pour la chute de Raqqa - que les jihadistes étrangers ont pu quitter Raqqa et la coalition... ?

R - Pas que les étrangers à Raqqa...

Q - Non non, d'abord les Syriens. Ça, c'est sûr, les Syriens. Mais la grande surprise, c'était de voir que les jihadistes étrangers ont été autorisés à quitter la ville et donc à se disperser, comme vous l'expliquez, et à la grande surprise de la coalition.

R - Oui, il y a eu un accord entre les forces démocratiques syriennes qui sont les forces qui ont libéré Raqqa et qui ont libéré les territoires autour de Raqqa. C'est un espace d'ailleurs très important, on ne le dit pas assez, qui est tenu par les forces démocratiques syriennes, qui sont appuyées par la coalition, qui représente 40% de la Syrie à peu près, 60% des ressources pétrolières, ce n'est pas rien. Ce territoire est maintenant à peu près tenu. Il n'y a plus Daech dans ce territoire. Il y a eu un échange à un moment donné : protection des civils contre départ des groupes jihadistes. Et les forces démocratiques syriennes ont estimé qu'il valait mieux agir ainsi parce que Raqqa était vraiment une ville difficile à prendre parce qu'elle est extrêmement resserrée...

Q - Il y avait beaucoup de civils...

R - ...des toutes petites rues et il y avait beaucoup de civils, beaucoup d'enfants. Et ils ont préféré ce compromis, ce qui fait d'ailleurs que - je reviens à votre observation préliminaire - ces groupes-là de combattants de Daech sont allés dans des poches qui restent encore aux frontières entre la Syrie et l'Irak.

Q - Et qui peuvent revenir aussi en France.

R - Sur les combattants français - il y en a un certain nombre encore - leur retour en France par leurs propres moyens est quand même extrêmement difficile. Ce qui peut se passer et ce qui commence à se passer, c'est que certains sont arrêtés et emprisonnés. À ce moment-là, ils sont soumis à la justice irakienne parce qu'ils ont combattu contre l'Irak.

Q - On sait combien il y en a encore des Français là-bas ? Aujourd'hui, il y en a combien ?

R - Il y a eu peu près 700 combattants français. Je ne pense pas qu'ils soient autant maintenant, un peu moins, mais il y a un chiffre qui tourne autour de 500 qui sont là et qui seront faits prisonniers ou qui s'éparpilleront ailleurs. Une partie...

Q - 500 encore aujourd'hui.

R - Français.

Q - Français. 500 encore, Français.

R - Mais il y a des combattants étrangers qui sont d'autres nationalités : il y a des Tunisiens, il y a des Saoudiens...

Q - Bien sûr !

R - ...des personnes originaires du sud de la Russie, il y a des Tchétchènes. Tous ceux-là constituaient des unités assez fortes qui, aujourd'hui, sont en train de se disperser. Ce dont je parlais tout à l'heure, ce sont des combattants de Daech qui sont originaires d'Irak ou originaires de Syrie, qui vont retourner chez eux et ceux-là, il faut éviter qu'ils soient des cellules dormantes de Daech. Ce n'est pas fini, même si une étape très importante a été franchie grâce à l'action de la coalition, grâce aussi là sur la fin à l'action du régime de Damas soutenu par la Russie mais uniquement à la fin.

Q - Vous avez reçu le Premier ministre Saad Hariri aujourd'hui qui avait quitté son pays pour aller en Arabie saoudite, qui est arrivé à Paris, qui est retourné au Liban, qui est revenu. Vous savez ce qu'a dit un de ses amis politiques qui n'est plus un de ses proches ? Il a dit : «Finalement, en retournant au Liban, il est retourné dans sa prison, dans la prison du Hezbollah.»

R - Je crois que c'est du mauvais esprit. D'abord, la France est très attachée au Liban. Nous avons une histoire longue avec ce pays. Nous sommes très attachés aussi à sa forme institutionnelle, au respect de l'ensemble des composantes qui constituent le Liban, à la fois des composantes historiques et des composantes religieuses, pour que chacun trouve sa place. Le Liban a fait la preuve d'une démocratie pluraliste et d'une pluralité confessionnelle.

Q - Il n'y a pas de déséquilibre aujourd'hui et il n'y a pas de mainmise, d'hégémonie de l'Iran à travers le Hezbollah au Liban et en Syrie aujourd'hui par la victoire aussi de Bachar al-Assad sur une partie du territoire ?

R - La victoire aujourd'hui, c'est celle d'Hariri incontestablement, y compris d'ailleurs, je crois, au niveau de l'opinion publique libanaise. Parce que dès qu'Hariri est parti, tout le monde l'a rappelé et il est revenu en imposant ses orientations et il a bien fait. Et ce qui est très important aujourd'hui, c'est qu'il est soutenu par l'ensemble de la communauté internationale. Nous avons tenu ce matin une réunion - qui a été ouverte par le président Macron - où étaient présents Monsieur le Premier ministre Hariri, mais aussi le secrétaire américain et les représentants de la Chine et de la Russie. Tout le monde est d'accord sur l'unité du Liban, sur l'intégrité de ce territoire, sur le respect des institutions libanaises, sur le fait que les élections qui doivent avoir lieu prochainement puissent se tenir le mieux possible et sur le fait que le Liban ne doit pas être concerné par tout ce qui se passe à l'extérieur et que...

Q - Par la bataille entre l'Iran, l'Arabie saoudite. Soyons clairs, enfin entre ces batailles-là.

R - L'Iran, l'Arabie saoudite, le Hezbollah. Il ne doit pas être concerné par les difficultés extérieures au Liban, personne de l'extérieur ne doit venir perturber la vie intérieure et personne de l'intérieur ne doit chercher des alliés à l'extérieur. C'est ce qu'on a appelé ce matin, je vous le dis, c'est le grand concept, la distanciation. Et tout le monde ce matin parlait de distanciation. Cela va permettre au Liban de continuer à se reconstituer parce qu'il faut que ce pays se reconstitue. Et nous sommes convenus de trois grands rendez-vous qui vont se tenir au début de l'année prochaine : un grand rendez-vous humanitaire parce que ce pays d'un peu plus de 4 millions-4,5 millions d'habitants a en plus 1,5 million de réfugiés qui sont généralement les réfugiés venus de Syrie...

Q - Un rendez-vous économique, bien sûr ! ...

R - ...qui sont là et que le Liban gère le mieux possible, souvent avec beaucoup de générosité. Mais il faut l'aider. Il y aura une conférence humanitaire qui va permettre, je pense, d'amenuiser ces difficultés. Il y aura une conférence sécuritaire...

Q - Et une conférence économique...

R - Et une conférence économique.

Q - Un mot quand même, je reviens sur Donald Trump parce qu'on l'a évoqué, vous avez vu Rex Tillerson ce matin, vous avez été très très clair sur la décision de Donald Trump, et très dur. Est-ce que cela veut dire que le monde est devenu totalement imprévisible avec Donald Trump ? Comment est-ce qu'on peut travailler et quelles relations franco-américaines du coup ?

R - Nous avons un discours clair ! Je l'ai été ce matin, le président Macron l'a été hier, nous disons aux Américains que nous sommes en désaccord avec eux : vous êtes nos alliés historiques mais nous avons un désaccord sur tel point, tel point, parfois des points importants.

Q - La conférence de Paris.

R - Je pense à ce qui s'est passé là sur le statut de Jérusalem, la décision américaine, la décision du président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, mais aussi l'affaire du climat où ce retrait est un peu incompréhensible.

Nous disons quand nous sommes en désaccord mais nous avons aussi des points d'accord importants : sur la Corée du Nord, nous sommes d'accord ; sur la Syrie, nous en avons longuement parlé avec Rex Tillerson aujourd'hui, nous sommes en phase ; sur le Liban, nous sommes en phase ; sur le Sahel, nous sommes en phase ; sur la lutte contre le terrorisme, nous

sommes en phase. Et quand nous sommes en désaccord, nous le disons clairement.

Q - Est-ce que le président Macron va aller en Iran ?

R - Oui.

Q - C'est confirmé ? Quelle date à peu près ?

R - La date n'est pas encore connue, pourquoi ? Parce que nous parlons avec tout le monde et que, dans la situation actuelle au Levant, il importe de dire entre autres à l'Iran, de leur dire franchement : la solution de la crise au Moyen-Orient, c'est que chacun des pays - l'Irak, la Syrie et le Liban - soit autonome, soit reconnu dans leur souveraineté, puisse vivre normalement sans interférence de puissances étrangères. Il faut le dire aussi à l'Iran parce que l'Iran s'est beaucoup intégré, beaucoup inséré dans les combats qui ont eu lieu en Syrie et en Irak. On voyait souvent le général en chef des Gardiens de la Révolution venir inspecter ses forces. Ça, cela doit être terminé !

Q - Justement, ça, ça doit être terminé...

R - S'il y a une solution politique, il faut que chacun reste chez soi.

Q - Que l'Iran n'occupe pas la Syrie, en fait, en quelque sorte ?

R - On ne peut pas dire encore que c'est une occupation ...

Q - Non, non bien sûr, c'est un mot un peu fort mais je veux dire ne soit pas présent...

R - Mais que les forces du Hezbollah qui sont en Syrie reviennent sur leurs lieux de vie initiaux, que les forces iraniennes se retirent, que ces pays se retrouvent avec leurs propres forces et leurs propres habitants et que les réfugiés reviennent et c'est cela le sujet, c'est un sujet très lourd. Sur l'Irak je vous l'ai dit, cela va mieux, on est plutôt optimiste ; sur la Syrie, on est au début du commencement de la paix et c'est un chemin qui va être long et difficile.

(...)

Q - Merci beaucoup Jean-Yves Le Drian merci d'être venu sur notre plateau./.